

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ
14, rue Drouot (Paris 9°)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2°)
Téléph. : CENTRAL 80-82

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

DIRECTEUR :
Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

La Guerre qui tuera la Guerre

L'écrivain H. G. Wells nous dit comment assurer la Paix du Monde

Notre excellent ami et parfait collaborateur Georges Bazile a eu l'heureuse idée de traduire, sous le titre : *La Guerre qui tuera la Guerre*, les principaux articles que publia le grand romancier anglais H. G. Wells, depuis le début des hostilités.

Nous sommes heureux de publier le dernier chapitre de « *La Paix du Monde* », l'essai le plus remarquable qui ait été publié sur la question et qui termine le volume dont la mise en vente aura lieu dans les premiers jours de la semaine prochaine (1).

Un contrôle collectif des passions et des relations internationales c'est là l'arrangement logique évident du conflit mondial actuel : c'est si manifeste, si juste, que sur vingt personnes à qui on le proposerait, dix-neuf lui accorderaient probablement leur assentiment. Elles seraient d'accord à reconnaître qu'une telle mesure ou toute autre du même genre est de beaucoup préférable aux isolements et à la menace perpétuelle d'une guerre nouvelle.

Mais contre ce contrôle des forces travaillant, chez ces personnes elles-mêmes et autour d'elles, qui rendent le but de cette solution, acceptable en général, beaucoup moins probable qu'une sorte de non-solution qui ne serait que la réouverture de toutes nos hostilités et de tous nos conflits sur une nouvelle base.

Certaines de ces forces sont vagues et générales et ne peuvent être combattues que par une littérature libérale, variée et abondante, en un combat vaste et divers dans lequel tout homme à l'esprit droit devra agir ainsi que sa conscience lui dictera.

Il y a les vagues antagonismes nationaux, les réserves en faveur du droit de son propre pays la sévère hypocrisie religieuse, sociale et morale, du type Carlyle, l'ambition, le ressentiment et la suspicion.

La plus grande de ces oppositions vagues est ce manque de foi qui fait dire aux hommes que la guerre a toujours été et doit toujours être, qui les fait prophétiser que tout ce que nous pouvons faire deviendra corrompu et mauvais, même en face des intolérables corruptions et maux actuels.

Lorsqu'au début de la guerre, je publiai un article intitulé « La Guerre qui tuera la Guerre », aussitôt un confrère se hâta de réfuter mon rêve impraticable : « La guerre a toujours été ».

Que la force de ce mot est grande ! L'oubliait complètement le fait que la guerre a changé de caractère une demi-douzaine de fois en une demi-douzaine de siècles ; que la guerre que nous livrons dans le Sud-Africain, la guerre actuelle, les guerres de l'Italie médiévale et les guerres des Peaux-Rouges ont presque autant de commun entre elles qu'un chat, un homme, une paire de chevaux et une automobile, à savoir qu'elles ne sont pas un moyen de mort.

Si la guerre peut changer de caractère autant qu'elle l'a fait, elle peut en changer entièrement : si la paix peut être conservée indéfiniment dans les Indes et l'Amérique du Nord, on peut, tout aussi bien, la conserver dans le monde entier.

Ce n'est pas moi qui rêve, c'est mon critique et ceux de son genre qui ne sont pas encore complètement éveillés, et c'est leur somnolence que je crains plus que tout quand je songe à la grande tâche de l'accord mondial.

C'est cette masse plûtôt désespérante, épuisée, pseudo-sage, d'incrédulité qui rend possible la continuation des dangers de la guerre.

Is encouragent l'activité de la minorité mauvaise qui hait, qui vit d'orgueil et de satisfactions hidoises et qui désire ardemment, par conséquent, avoir sans cesse de nouvelles guerres. Et c'est eux qui s'opposent à ce que le dénelement final soit confié à d'autres mains qu'aux mains diplomatiques.

« Que connaissons-nous des nuances de toutes ces choses ? » demandent-ils, avec cette paresse qui singe la modestie.

C'est eux qui se plaindront lorsque nous chercherons à acheter les entreprises d'armements. Toutes les maisons privées d'armements du monde entier pourraient, sans doute, être achetées pour soixante dix millions de livres sterling (1.750 millions de francs), mais les incrédules secourront la tête et diront : « Achetez-les, mais ce sera tout simplement remplacé par autre chose ! »

Il y a cependant de nombreuses forces, non calculées, qui militent en faveur du grand arrangement. Le cynisme n'est jamais rien de plus qu'une demi-vérité et parce que l'homme est impar-

fait, il ne s'en suit pas qu'il doit être futile.

C'est de la Russie, de l'Amérique, de la Hollande peut-être, que, je l'espère, viendra la ligne de conduite.

Du nouveau pape et de son influence, je ne sais rien. Je suivrais volontiers le pape, j'oublierais toutes mes querelles avec le christianisme s'il pouvait donner une ligne de conduite au monde, s'il pouvait être autre chose que faible. Mais dans la situation actuelle des affaires du monde, il nous sied mal d'attendre oisivement que l'on vienne débayer la route pour nous.

Tout homme qui comprend les vastes conditions de la situation, tout homme qui peut parler ou écrire ou se faire l'écho, doit faire son possible pour répandre sa compréhension d'un Congrès du Monde et l'établissement définitif de la loi mondiale et de la paix mondiale qui gisent sous les misères, les cruautés et les confusions de cette époque catastrophique.

Avec une opinion fortement répandue et organisée, des initiatives naîtront de tous côtés efficacement : sans elle, elles seront partout infructueuses.

H. G. WELLS.
(Traduction de Georges-Bazile.)

Une belle victoire russe

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Pétrograd, 22 octobre.
Dans la région du village de Zalay, à l'ouest du bourg d'Olay, sur la route de Milau, nous avons de nouveau repoussé hier une violente attaque de l'ennemi.

Dans les régions de Friedricshstadt et de Jacobstadt et sur le front de la région de Deinst, aucun changement.

Sur le front au sud du lac de Boguinskoi, nos troupes ont progressé sur quelques points vers l'ouest. A plusieurs reprises, les Allemands se sont lancés à la contre-attaque, mais dans beaucoup de cas ils ont été repoussés avec de grandes pertes par le seul feu nourri de nos éléments.

Un violent combat près du village de Douki, à l'ouest du bourg de Postavri, s'est terminé par la prise de ce village par nos troupes.

Au sud-est de Baranovitchi, nos troupes ont passé en combattant sur la rive occidentale de la Chara supérieure, et ont occupé les hauteurs en face du village de Mazourki ; dans les combats qui se sont engagés, elles ont fait de nouveaux prisonniers : vingt officiers et 1.568 soldats ; elles ont pris trois mitrailleuses.

Sur la rive gauche du Styr, les combats continuent.

Selon des renseignements complémentaires, le nombre des prisonniers faits sur les divers points de cette région et précédemment indiqués s'est encore augmenté de 67 officiers et 2.025 soldats.

Sur le reste du front plus au sud et en Galicie, à l'exception des combats à notre avantage près de Novo-Alexandri, et plus au nord, rien d'important.

La vente de l'alcool

La circulaire enjoignant aux préfets de prendre des arrêtés réglementant la vente des boissons alcooliques et des vins de liqueurs sera incessamment envoyée par le ministre de l'Intérieur.

La vente sera autorisée à partir de 11 heures du matin au lieu de midi.

Boches et Alsaciens

Le « Temps » s'associe aux protestations de Jean Longuet

Les lecteurs du Bonnet Rouge n'ont pas oublié l'éloquent article de notre ami Jean Longuet, député socialiste de la Seine.

Il fait état d'un regrettable jugement d'un juge de paix de la banlieue.

Après M. Georges Berthoulet qui, dans un article de la Liberté, reprit à son compte la protestation de notre éminent collaborateur, voici que le Temps s'associe à son tour à l'émotion provoquée par un jugement analogue prononcé à Paris :

« On se tromperait d'ailleurs si l'on croyait nos frères d'Alsace-Lorraine seuls à s'être sentis froissés : comment admettre, en effet, qu'un Alsacien-Lorrain puisse, en raison de cette qualité, être tenu pour Allemand, et cela à l'heure où la France verse à fiols son sang pour la revendication du droit contre l'attentat commis en 1871 ? »

Il faut espérer que ces faits regrettables ne se reproduiront plus, qu'il ne se trouvera plus un Français assez stupide pour traiter de « Boche » un Alsacien, — et en tout cas plus un tribunal pour l'acquitter.

Le Sort de la Serbie

Nous posions hier la question de savoir si la Serbie serait protégée des horreurs de l'invasion.

La question est malheureusement trop claire pour qu'il soit permis de se nourrir d'illusions.

Nous devons déplorer pour la malheureuse Serbie le sort de l'héroïque Belgique.

Malgré la vaillance surhumaine d'un peuple qui meurt pour ne pas se rendre, l'avance austro-allemande au nord et bulgare à l'est s'opère avec une constance qui ne laisse aucun doute.

A l'heure où nous traçons ces lignes, l'aile gauche austro-allemande se trouve à moins de 70 kilomètres de l'extrême aile droite bulgare. La jonction des deux fronts paraît être une question de jours.

Les lignes allemandes sont actuellement jalonnées, de l'ouest à l'est, par Chabatz, Aranjelovatz, Svitainatz, Krepoljin.

Le front bulgare est orienté suivant une direction générale nord-sud et passe aux localités suivantes : Negatin, Zayetchian, Knajevatz, Piro, Vranja et Egri-Palanka.

Le front serbe décrit ainsi un saillant correspondant au triangle Krepoljin-Negatin-Zayetchian.

Ainsi que le fait très justement remarquer le critique militaire du Journal de Genève : « la gravité de cette situation ressort, entre autres, de l'absence des ravitaillements qui proviennent essentiellement de Salonique. »

L'important est de savoir si les Serbes pourront résister sur leurs positions actuelles, sinon, la résistance deviendrait également impossible sur la ligne de la Morava, l'aile gauche serbe tombant sous la menace d'une manœuvre enveloppante des austro-allemands.

La retraite devrait alors s'effectuer sur la ligne qui va d'Ujice, au nord-ouest, jusqu'à Uskub, au sud-est, en passant par Novibazar et Mitrovitza.

Reste à savoir ce que peuvent et surtout, peut-être, ce que pourront faire les contingents franco-britanniques débarqués à Salonique. Les lenteurs diplomatiques nous vaudront sans doute de ne pouvoir remédier à une situation presque désespérée.

Pauvre Serbie !

R. Lecointre-Patin.

Les Allemands en Serbie

Ils perdent énormément de monde... Athènes, 21 octobre. — Un télégramme de Nisch est parvenu, cet après-midi, à la légation serbe. Il annonce que les Serbes ont repoussé les Austro-Allemands, leur infligeant des pertes considérables. Le message ajoute que les pertes de l'ennemi sur la frontière septentrionale serbe ont atteint jusqu'ici le chiffre de 60.000 morts, blessés et prisonniers ; parmi ces derniers se trouvent beaucoup d'officiers.

Certains bataillons, en traversant les marais de Semendria ont perdu les neuf dixièmes de leurs effectifs en vingt minutes, sous les tirs rapides de l'artillerie serbe postée à cent yards de distance.

Le même télégramme nie l'occupation par les Bulgares de Franja, Velosca et Knajevatz, et ne confirme que l'occupation d'Ichlip et de Kotzana.

Un télégramme de M. Pachitch, arrivé ce soir, confirme les succès serbes et insiste sur l'arrivée à temps des Alliés afin d'assurer à la lutte une issue favorable.

...l'intensité de leur offensive s'en ressent

Londres, 23 octobre. — Le correspondant du Morning Post à Athènes télégraphie que

la situation en Serbie prend un aspect plus favorable. Les Allemands ont subi des pertes importantes et leur offensive s'est ralentie vers mercedi ; par suite, les Bulgares paraissent avoir abandonné leur marche le long de la vallée du Timok et déploient leurs principaux efforts en Macédoine.

Les Bulgares chez les Serbes

Un pont détruit

Athènes, 22 octobre. — Le préfet de Salonique télégraphie que les communications entre la Grèce et la Serbie sont interrompues par suite de la destruction du pont de chemin de fer entre Zimvevojeff et Deslorou.

Les Serbes défendent énergiquement Uskub

Londres, 23 octobre. — De Rotterdam au Daily Telegraph. — Une dépêche reçue de Salonique affirme que les autorités serbes sont résolues à défendre Uskub à outrance et facilitent l'évacuation de la ville par la population civile. De nombreux habitants sont déjà partis.

La Roumanie au secours de la Serbie

Les conditions de l'intervention

Londres, 23 octobre. — De Bucarest au Morning Post. — L'opinion dominante est que la Roumanie interviendra sûrement pour aller au secours de la Serbie ; mais le facteur déterminant de cette intervention sera l'importance des forces envoyées en Serbie par les puissances de la Quadruple-Entente.

Contre le Cabinet anglais

Londres, 23 octobre. — (De notre envoyé spécial). — L'Angleterre a aussi son scandale politique. Et comme chez nous il vient de la réaction.

C'est le Daily Chronicle qui a levé le lièvre, et l'on reconnaît qu'il est de taille.

Depuis quelque temps le Cabinet Anglais était en butte à une campagne très violente de la part de certains journaux, principalement ceux du groupe « Algamated Press Ltd. » qui est la propriété de Lord Northcliffe et dont le principal organe est le Daily Mail.

Les attaques étaient surtout dirigées contre MM. Asquith et Sir Edward Grey, les deux grands ministres démocrates.

La découverte du complot et sa dénonciation va mettre fin, espérons-le, à une tension qui n'inquiétait pas seulement l'Angleterre mais, par suite des ramifications de l'Algamated Press et du Times, englobé lui aussi dans l'affaire, se communiquait jusque dans les pays alliés.

Je vous donnerai demain les détails sur cette affaire.

Georges-Bazile.

De Svoboda à Lombard

Le jour même où une certaine presse s'emballait, ou comme on dit dans l'argot du métier, « marchait à fond » dans l'affaire Lombard, on annonçait que Svoboda bénéficiait d'une ordonnance de non-lieu.

Svoboda ? Vous ne vous rappelez pas l'affaire Svoboda ?

Ce fut, en son temps, il y a trois mois, peut-être, ou quatre, un « scandale » aussi gros que la découverte du trafic des réformes. Sur les racontars d'un agent de la Sûreté générale, bavard et vaniteux, un journal partit à fond de train.

Svoboda, qui vivait à Paris, et était un habitué des grands cafés et des restaurants « chic », n'était plus l'Américain que chacun connaissait.

Il devenait Allemand.

Être Allemand, c'est naturellement être un espion.

Espion, Svoboda était un espion criminel.

C'est lui qui avait mis le feu à la Touraine, le grand paquebot français qui brûla entre New-York et Le Havre, en plein Océan.

Et ce fut alors un extraordinaire roman, qui se débattait par tranches quotidiennes.

Il y avait des malles mystérieuses, et des villas truquées et des hommes masqués...

Personne, pas même ses accusateurs.

C'est le docteur Lombard qui tient aujourd'hui l'emploi. C'est lui, la vedette. Jusqu'à ce que...

Mais on dira alors : — Au suivant, de ces messieurs ! Et ce langage de salon de coiffure convient, car ces gens-là, avec leurs histoires de brigands, qui s'arrêtaient subitement, sans qu'on sache pourquoi, nous « rasant »...

S'ils ne faisaient que nous « raser »... Mais ils sèment le soupçon universel et le doute général, et ils déconsidèrent la France.

Georges CLAIRES.

P.-S. — On nous signale l'article que M. de Waleffe donnait hier à « Paris-Midi », et qui, par extraordinaire, nous avait échappé. M. de Waleffe vient d'être réformé. Il sait ce que c'est qu'une réforme. Ecoutez-le :

« C'était le politicien (« Lombard ») qui promettait aux soldats malhonnêtes de les faire réformer. Or, ses clients jouaient au drapeau dupé. Car, s'il suffisait d'un certificat médical de complaisance pour être renvoyé dans ses foyers, c'est que les règlements militaires auraient été faits par des gourdes, ce qui n'est pas le cas. »

Et M. de Waleffe énumère alors, et décrit toutes les formalités de la réforme : ce que Lombard avait à acheter, c'était le major du régiment et les membres du tier conseil (quatre médecins et des officiers dont un général). Puis il y a les membres du second conseil. « Encore une demi-douzaine de personnages à acheter ».

Avec les sommes qu'on dit qu'il demandait, le docteur Lombard ne pouvait acheter autant de complaisances.

« Ou alors, il perdait de l'argent... »

DERNIÈRE HEURE

Et voici un nouveau scandale de la cocaine. Des arrestations ont été opérées cet après-midi à Montmartre, entre autres celle d'un médecin connu qui, de complaisance avec les trafiquants, fournissait les ordonnances avec lesquelles ses clients se procuraient de la cocaine.

C'est M. Thierry, l'adjudant commissaire du quartier Saint-Georges, qui a découvert ce trafic sur le quel nous reviendrons demain.

Faut-il supprimer des Ministres ?

M. Peytral le demande, mais tout le monde n'est pas de son avis

L'honorable M. Peytral est président de la Commission des finances du Sénat. Il tient donc, à demi, les cordons de la bourse nationale. Il est de notoriété publique que, même en temps de paix, on est assez « chic » au Sénat. On y discute toujours agréablement les crédits, et ce n'est pas sans une petite angoisse que chaque Excellence comparait, chaque année, devant les redoutables Pères conscripts. C'est qu'ils s'acharnent à disséquer, sans lassitude comme sans pitié, les budgets les plus laborieusement préparés.

La guerre avait un peu changé ces habitudes. Il fallait faire vite et toujours largement. Quand la dépense se chiffrait par milliards, qui aurait osé discuter sur l'utilité relative d'un crédit de quelques centaines de mille francs ? Les ministres eurent leur revanche : c'est à peine si leurs rapports furent entr'ouverts ; tout ce qu'ils demandaient, on le leur donnait, les yeux fermés.

Des économies

Hélas ! d'imprudentes paroles de M. Ribot mirent bientôt fin à cette charmante idylle. Cette chose fantastique se produisit : ce fut un ministre qui, le premier, s'écria : « Il faut faire des économies ! » Il est vrai que ce ministre est sénateur ; cet âge est sans pitié !

Il faut faire des économies ! répondit comme un écho la voix de M. Peytral, lequel, reprenant sa loupe et ses dossiers, se remit aussitôt en chasse à travers les budgets.

Faire des économies ! Louable idée. Il n'est pas une ménagère qui refuse son approbation à M. Peytral comme à M. Ribot, plusieurs millions de bouches, et un nombre appréciable de gueules (il s'agit cette fois des canons) à remplir consciencieusement ?

M. Peytral a trouvé ceci : il faut supprimer des ministres.

De prime abord, l'idée ne rebute pas. A quoi servent, en temps de guerre, les ministres du temps de paix ? Pourquoi, quand nous les bras sont aux armées on dans les osmes réquisitionnés, on ne les consacre à la vie de l'armée. Il n'y a donc qu'une direction qui compte : celle de la guerre — avec ses auxiliaires : la marine, les affaires étrangères, les inévitables finances. Et tout le reste n'est que littérature — ou vaine passerasse.

Pas de bouches inutiles : c'est la loi des peuples en guerre, comme des villes assiégées. De cette vérité éternelle à la proclamation que M. Peytral a raison de vouloir démasquer une demi-douzaine de ministres, il n'y a plus qu'un pas.

Problème complexe

Le pas, je n'ai pas voulu vous inviter à le faire aussi vite. Il faut toujours se méfier des solutions simples et des premières impressions. A trop croire en la logique, on risque fort de se fourvoyer. En un mot, il faut d'abord plus se méfier de la proposition de M. Peytral, qu'elle semble impeccable et d'une déduction presque mathématique.

La vérité, la question n'est pas aussi simple que cela. Certes, nous faisons la guerre — et toute la Nation n'a d'autre préoccupation que la victoire.

Mais s'ensuit-il que toute la vie du pays doive d'arrêter ? On ne le saurait prétendre. Il faut alimenter notre formidable machine de guerre — les hommes comme les canons. Le ravitaillement de l'armée demeure une préoccupation quotidienne renouvelée.

Comment assurer notre crédit si notre commerce, notre industrie ne s'efforcent pas de reconquérir les marchés, de faire triompher dans les deux continents le génie français ? Ce qui nous manque, il faut le chercher dans nos colonies d'abord, jusqu'à présent riches surtout d'espérances, et pour qui se révoltent, brusquement, un devoir et un avenir insoupçonnés. Il faut traiter avec l'étranger, signer des traités de commerce avec les neutres.

La guerre n'est pas que militaire : elle est aussi économique. Et que nous servirait de chasser l'Allemand de Champagne et d'Artois si l'on pouvait, cette guerre finie, recommencer à lancer ses agents, déguisés en commis-voyageurs, sur les marchés abandonnés par nous ?

Et la paix ?

C'est tellement vrai, la nécessité de cette lutte est d'une telle évidence, qu'en pleine guerre nos trois couleurs ont flotté sur le pavillon français de l'exposition de San Francisco, et que le général Lyauté, allié à sa bravoure de soldat son bon sens de colonisateur clairvoyant, a organisé la merveilleuse exposition de Casablanca.

Le fait est que l'autre jour un jour un de nos confrères, il conviendrait peut-être aux pékins ne l'être pas plus militaires que nos généraux.

Mais ce n'est pas tout. En dehors de l'expédition des affaires courantes, nos ministres ont sans doute d'autres soucis.

N'est-ce pas un généré dit — après M. de la Palisse — que le but de la guerre, en définitive, c'était la paix ? Parole précieuse. Ce général était inspiré par sainte Geneviève, ce jour-là, n'en doutons pas.

Ainsi, il nous faut nous souvenir que nous nous battons pour avoir la paix.

La paix ! Vous rappelez-vous, à son propos, ce prophète de Tristan Bernard, assez humoristique pour savoir être, à l'occasion, politique parfait : « Un jour viendra, Messieurs les Ministres, où des menaces de paix surgiront, et ce jour-là, nous ne serons pas prêts... » ?

Quoi ! L'honorable M. Peytral soupçonnerait-il nos ministres de ne pas songer aux redoutables problèmes qu'il faudra qu'un avenir prochain trouve résolus ? C'est un temps de paix qu'il convient de se préparer à la guerre ; mais c'est en temps de guerre qu'il faut réorganiser la paix.

Ces millions d'hommes qui reviennent un jour, couronnés de lauriers, il leur faudra manger.

La gloire ne suffit pas pour nourrir un peuple. Du jour au lendemain, il faudra que les usines marchent, que les transports soient réorganisés, le ravitaillement assuré, les exportateurs à leur poste. Il faudra que le pays vive.

Quoi ! L'honorable M. Peytral soupçonnerait-il nos ministres de ne pas songer aux redoutables problèmes qu'il faudra qu'un avenir prochain trouve résolus ? C'est un temps de paix qu'il convient de se préparer à la guerre ; mais c'est en temps de guerre qu'il faut réorganiser la paix.

Ces millions d'hommes qui reviennent un jour, couronnés de lauriers, il leur faudra manger.

La gloire ne suffit pas pour nourrir un peuple. Du jour au lendemain, il faudra que les usines marchent, que les transports soient réorganisés, le ravitaillement assuré, les exportateurs à leur poste. Il faudra que le pays vive.

La guerre après la guerre

Qu'il vive et qu'il triomphe. Le front aura encore changé ; on se battra partout où se trouvent des débouchés. Les canons, les munitions dont nous devons faire usage, ce seront les produits français.

Y songe-t-on suffisamment ? Je ne sais pas. Mais il semble qu'il n'y ait pas trop de quinze ministres pour y travailler.

Il est en tout cas fort intéressant de savoir ce que chacun fait et projette dans son département.

A l'intention des lecteurs du Bonnet Rouge, je suis donc allé au ministère en ministe. Dans les notes qui suivront, je dirai impartialement ce que j'ai appris, ce que j'ai vu.

Si l'on se trouve quelque porte derrière laquelle il ne se passe rien, vous voudrez bien, lecteurs, conclure vous-mêmes que, cette fois-là, c'est M. Peytral qui aura raison.

J. C.

LA GUERRE ET LE DROIT FRANÇAIS

Ce que l'on a fait, ce que l'on prépare au Ministère de la Justice

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

Dans la soirée d'hier, des groupes ennemis ont tenté de sortir de leurs tranchées, dans la partie sud du Bois en Hache et près du Fortin de Givenchy. Ils ont été immédiatement et facilement dispersés.

En Champagne, également, de fortes connaissances ennemies, appuyées par des tirs d'obus lacrymogènes et suffoquants, ont essayé d'aborder nos positions vers le bois de Tahure. Nous les avons par conséquent repoussés et de nombreux blessés ont été faits.

Sur le front de Lorraine, nous avons, par un combat plus à pied et opiniâtre, conquis une tranchée tenue par l'ennemi à proximité du croisement des routes Leintrey-Gondrexon et Amenoncourt-Reillon.

Nuit relativement calme sur le reste du front.

LA "Bataille Syndicaliste"

DISPARAIT

Ce matin, la Bataille Syndicaliste annonçait une pénible nouvelle à ses lecteurs : elle disparaît après le 1638^e numéro.

Les difficultés de l'heure présente avaient diminué les ressources qui permettaient de vivre et de mener le bon combat à l'organe de la classe ouvrière.

Créée par les Syndicats à un moment où la lutte du prolétariat contre le patronat entraînait dans une phase décisive, elle avait toujours soutenu avec une belle vigueur la cause et les intérêts de la classe ouvrière.

Elle avait pu à peu près ses efforts couronnés de succès appréciables. Les camarades Yvelot et Jouhaux, qui avaient présidé à sa fondation, firent même autorité en matière de contestation entre ouvriers et patrons et souvent le gouvernement fit appel à leur concours.

La Bataille Syndicaliste meurt en beauté. Elle a voulu lutter jusqu'au bout, comprenant qu'elle se devait toute entière à cette classe ouvrière qui l'avait fondée et dont les intérêts devenaient de plus en plus menacés à défendre, principalement en ce moment-ci.

Une liquidation à l'amiable avec ses créanciers a clos sa situation.

Souhaitons qu'après la guerre, elle puisse reprendre sa place à la tête des organisations ouvrières et continuer à leur rendre les services qu'elle leur rendit jusqu'à son dernier jour

LA VIE DE PARIS

L'Affaire Lombard

S'est-on rendu compte, à la suite de l'article que le Bonnet Rouge a publié hier, du mal que l'on faisait au pays en grossissant à plaisir cette affaire des réformes frauduleuses ?

Ils ne sont plus que 21

Le « Matin », qui avait annoncé que l'on poursuivait au moins trois cents personnes, déclare aujourd'hui que le nombre des personnes arrêtées est de vingt-et-une : 2 médecins civils, 1 médecin militaire, 2 secrétaires d'état-major, dont l'un était le secrétaire personnel du docteur Lombard, l'autre attaché au même bureau de recrutement que le major Laborde, et le troisième au gouvernement militaire de Paris ; le « crime » de ce dernier consiste, paraît-il, à avoir dérobé du papier à en-têtes et divers imprimés.

Ripailles imaginaires

On n'a pas oublié, d'autre part, que le docteur Lombard était accusé d'avoir transformé son hôpital en pension joyeuse où les soldats qui le payaient auraient attendu l'heure propice à la réforme, en se livrant à des orgies crapuleuses. Or, le docteur Lombard a dirigé deux hôpitaux, celui de Neuilly et celui de Belleville.

Celui de Neuilly, il n'y en pas la moindre ripaille : c'est le « l'intransigeant » qui nous l'apprend en nous rapportant les déclarations de l'infirmière-major, Mme Ph. Bourcart :

On a dit de l'hôpital « 38 » que c'était une singulière maison où se faisaient les fêtes succédant. On a dit que nos blessés nous coûtaient jusqu'à 50 francs par jour ! Tout cela est mensonge. Il n'y a jamais eu une fête à l'hôpital « 38 ». L'exception de la célébration du Ramadan, fête rituelle en faveur de blessés musulmans. On ne dépensait que 2 fr. 57 par jour pour chacun de nos blessés, frais généraux compris ! De reste, l'économie vous donnera tous les éclaircissements que vous voudrez.

L'intransigeant ajoute : Mme Ph. Bourcart nous prie de descendre à l'économat et nous accompagne.

La Croix de Lorraine tient conseil. Son vice-président se dégage énergiquement, comme Mme Bourcart, de tout semblant de compromission. Il insiste sur les points suivants :

1. Le docteur Lombard a été désigné par le Service de Santé.

2. Les malades ont été désignés par le Service de Santé qui ne connaissait à l'hôpital « 38 » que le docteur Lombard.

3. L'argent du fonctionnement provenait uniquement des bienfaiteurs dont Mme Ph. Bourcart.

4. Il n'y a jamais eu ni bombances ni dépenses excessives.

5. Les personnes honorables comme M. Lacoste, président de l'Association Fraternelle des Employés ouvriers des Chemins de fer français, qui font partie de la Croix de Lorraine n'ont rien de commun avec le scandale.

Volks pour l'hôpital de Neuilly. L'autre hôpital que le docteur Lombard a dirigé est à Belleville.

C'est le Petit Journal qui pour ce second hôpital, va mettre les choses au point. Cet hôpital était installé dans les locaux de la brasserie Karcher, dont le propriétaire est M. Baur.

Un rédacteur du Petit Journal a vu M. Baur :

M. Baur qui a toujours occupé lui-même une partie de la brasserie nous a dit n'avoir rien remarqué d'anormal ni d'incorrect, en tous cas n'avoir jamais entendu parler de festins.

M. Baur nous dit aussi qu'à l'hôpital 27 les soldats étaient admirablement soignés à tous les points de vue et qu'il n'y avait aucun décès malgré des cas graves. Certains de ces soldats avaient l'air riches ; mais, ajoute M. Baur, la sollicitude de Lombard allait surtout à ceux qui ne recevaient rien de chez eux et à qui volontiers il faisait de sa poche une ou deux pièces de cinq francs, quand ils regagnaient leur dépôt.

Le docteur de Saint-Maurice, nous dit encore M. Baur, faisait son service consciencieusement. C'était un bon médecin.

Le docteur Saint-Maurice Quant au Journal et au Petit Parisien ils se contentent de donner loyalement les explications que Mme de Saint-Maurice présente pour la défense de son mari. Nous

avons reçu également une lettre de la femme du médecin martiniquais :

Jeune de l'Asie, M. de Saint-Maurice vous se faire une idée de l'indignation que j'ai éprouvée en lisant dans le journal le 27 octobre, dans le Matin, l'annonce d'après laquelle il se mettait à la disposition des médecins religieux pour leur donner des certificats. Mon mari fut donc appelé par la Société pour recevoir avec son confrère qui lui inspira d'abord un peu de confiance, et qui présentait au Conseil d'Administration de la Seine et membre actif de plusieurs sociétés de bienfaisance, M. le docteur Lombard, un tout un appartement, petit, mais permettant de s'installer dans le quartier de Saint-Sulpice et sur les conseils de ce Monsieur, il eut une chambre à Villy-sur-Seine. Le docteur Lombard, pour s'occuper du soin des clients à Paris et de tout le matériel de lui envoyer des gens qu'il priait d'examiner pour leur délivrer des certificats à l'usage de l'Asie.

1. que mon mari délivrait ces certificats dans les conditions les plus régulières ; 2. qu'il n'a jamais eu l'usage que ses clients en fassent ; 3. que c'est après son arrestation qu'il lui a été révélé que ces certificats servaient de base à l'établissement, par un secrétaire d'état-major, de faux permis d'hospitalisation que le dit secrétaire signait des noms de médecins-majors, afin de faire hospitaliser ces personnes à l'ambulance dirigée par M. le docteur Lombard.

4. que lorsqu'allant faire sur demande même du docteur Lombard et avec lui, une courte visite tous les matins à cette ambulance, mon mari n'a jamais été appelé même à suivre l'ambulance, sans dans les cas graves nécessitant la consultation de plusieurs médecins ou de opérations chirurgicales.

Il ne m'appartient pas d'émettre une appréciation quelconque sur les accusations formées contre M. le docteur Lombard et d'autres médecins qui étaient attachés à son service personnel ou au service de son ambulance. La justice fera la part de ceux qui ont fait ce qui lui sont reprochés et par la même, nous n'en ai la ferme et inébranlable conviction, elle ne tardera pas à proclamer la complète innocence de mon mari et à reconnaître la regrettable erreur dont il a été victime. En effet, le fait même qui est la base de l'accusation portée contre mon mari, s'est-il dit la délivrance de certificats, établi, quand on y réfléchit, qu'il n'est pas possible que mon mari, qui n'est pas un homme qui se livre à des actes de cette nature, car n'est-il pas évident que s'il n'avait pas ignoré l'existence même du secrétaire d'état-major préposé à la fabrication des faux, il n'eût pas commis l'imprudence de mettre en circulation sa signature dans de telles conditions ? N'est-il pas tout indiqué qu'il se serait arrangé pour rencontrer en quelque lieu secret ce secrétaire d'état-major et lui donner verbalement les précisions techniques nécessaires pour l'établissement des permis d'hospitalisation ?

L'instruction M. Bonchardon poursuit son instruction. Avec tous les honnêtes gens, nous formons le vœu que tous les coupables soient retrouvés et châtiés.

Paris à l'abri des explosions On ne chargera plus de projectiles dans l'enceinte des fortifications

Nos lecteurs ont pu remarquer que notre article d'hier sur l'explosion de la Maison-Blanche se terminait par un blanc. Le Bonnet Rouge publie aujourd'hui, accompagné de M. Virot, secrétaire, avait fait appel de M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, une démarche pour obtenir la suppression des usines situées dans Paris où l'on procède au chargement des projectiles.

M. Thomas a déclaré qu'actuellement il n'y a plus d'usine de chargement dans l'enceinte des fortifications, et qu'en banlieue toutes les précautions ont été prises pour que les ateliers de cette catégorie ne constituent aucun danger pour les agglomérations dans lesquelles ils se trouvent.

L'Alerte de cette nuit Vers onze heures du soir, on vit subitement s'éteindre les becs de gaz dans les rues de Paris. En même temps, les grandes usines de la périphérie où le travail se continue la nuit, recevaient téléphoniquement l'ordre de supprimer toute lumière.

Un réacteur du Petit Journal a vu M. Baur :

M. Baur qui a toujours occupé lui-même une partie de la brasserie nous a dit n'avoir rien remarqué d'anormal ni d'incorrect, en tous cas n'avoir jamais entendu parler de festins.

M. Baur nous dit aussi qu'à l'hôpital 27 les soldats étaient admirablement soignés à tous les points de vue et qu'il n'y avait aucun décès malgré des cas graves. Certains de ces soldats avaient l'air riches ; mais, ajoute M. Baur, la sollicitude de Lombard allait surtout à ceux qui ne recevaient rien de chez eux et à qui volontiers il faisait de sa poche une ou deux pièces de cinq francs, quand ils regagnaient leur dépôt.

Le docteur de Saint-Maurice, nous dit encore M. Baur, faisait son service consciencieusement. C'était un bon médecin.

Le docteur Saint-Maurice Quant au Journal et au Petit Parisien ils se contentent de donner loyalement les explications que Mme de Saint-Maurice présente pour la défense de son mari. Nous

avons reçu également une lettre de la femme du médecin martiniquais :

Jeune de l'Asie, M. de Saint-Maurice vous se faire une idée de l'indignation que j'ai éprouvée en lisant dans le journal le 27 octobre, dans le Matin, l'annonce d'après laquelle il se mettait à la disposition des médecins religieux pour leur donner des certificats. Mon mari fut donc appelé par la Société pour recevoir avec son confrère qui lui inspira d'abord un peu de confiance, et qui présentait au Conseil d'Administration de la Seine et membre actif de plusieurs sociétés de bienfaisance, M. le docteur Lombard, un tout un appartement, petit, mais permettant de s'installer dans le quartier de Saint-Sulpice et sur les conseils de ce Monsieur, il eut une chambre à Villy-sur-Seine. Le docteur Lombard, pour s'occuper du soin des clients à Paris et de tout le matériel de lui envoyer des gens qu'il priait d'examiner pour leur délivrer des certificats à l'usage de l'Asie.

1. que mon mari délivrait ces certificats dans les conditions les plus régulières ; 2. qu'il n'a jamais eu l'usage que ses clients en fassent ; 3. que c'est après son arrestation qu'il lui a été révélé que ces certificats servaient de base à l'établissement, par un secrétaire d'état-major, de faux permis d'hospitalisation que le dit secrétaire signait des noms de médecins-majors, afin de faire hospitaliser ces personnes à l'ambulance dirigée par M. le docteur Lombard.

4. que lorsqu'allant faire sur demande même du docteur Lombard et avec lui, une courte visite tous les matins à cette ambulance, mon mari n'a jamais été appelé même à suivre l'ambulance, sans dans les cas graves nécessitant la consultation de plusieurs médecins ou de opérations chirurgicales.

Il ne m'appartient pas d'émettre une appréciation quelconque sur les accusations formées contre M. le docteur Lombard et d'autres médecins qui étaient attachés à son service personnel ou au service de son ambulance. La justice fera la part de ceux qui ont fait ce qui lui sont reprochés et par la même, nous n'en ai la ferme et inébranlable conviction, elle ne tardera pas à proclamer la complète innocence de mon mari et à reconnaître la regrettable erreur dont il a été victime. En effet, le fait même qui est la base de l'accusation portée contre mon mari, s'est-il dit la délivrance de certificats, établi, quand on y réfléchit, qu'il n'est pas possible que mon mari, qui n'est pas un homme qui se livre à des actes de cette nature, car n'est-il pas évident que s'il n'avait pas ignoré l'existence même du secrétaire d'état-major préposé à la fabrication des faux, il n'eût pas commis l'imprudence de mettre en circulation sa signature dans de telles conditions ? N'est-il pas tout indiqué qu'il se serait arrangé pour rencontrer en quelque lieu secret ce secrétaire d'état-major et lui donner verbalement les précisions techniques nécessaires pour l'établissement des permis d'hospitalisation ?

L'instruction M. Bonchardon poursuit son instruction. Avec tous les honnêtes gens, nous formons le vœu que tous les coupables soient retrouvés et châtiés.

Paris à l'abri des explosions On ne chargera plus de projectiles dans l'enceinte des fortifications

Nos lecteurs ont pu remarquer que notre article d'hier sur l'explosion de la Maison-Blanche se terminait par un blanc. Le Bonnet Rouge publie aujourd'hui, accompagné de M. Virot, secrétaire, avait fait appel de M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, une démarche pour obtenir la suppression des usines situées dans Paris où l'on procède au chargement des projectiles.

Le peuple bulgare et son Roi

Un peuple qui voyait clair mais qui n'a pas su agir à temps

L'existence de la Bulgarie est en danger. Le peuple bulgare, trompé depuis longtemps, est devenu aujourd'hui l'instrument aveugle d'une politique infâme. Joués aux mains du tsar Ferdinand de Cobourg et Gotha, il sera la victime expiatoire du crime que le Renégat est en train de commettre envers la civilisation et l'humanité.

« Il est temps de mettre fin à une politique d'aventures qui ne tardera pas à apporter au pays encore des malheurs. » Oh ! oui, ça n'a pas tardé !... M. Ianco Sakazoff, vétéran des socialistes bulgares, s'écrie : « Le 29 juin est seulement le commencement de la catastrophe, dont les auteurs sont le tsar Ferdinand et son gouvernement. »

Aujourd'hui, c'est l'achèvement de cette catastrophe ! M. P. Aracheff, ancien ministre du parti Danell, déclare : « Le 29 juin est la progéniture d'un monarchisme absolu. »

M. Draghiéff, député agrarien, s'exprime ainsi : « Le 29 juin est la plus noire ligne de la page noire de la ruine bulgare. Cette page et cette ligne sont écrites par l'inspirateur du régime personnel — le tsar Ferdinand — avec une plume rouillée — les partis gouvernementaux, trempés dans un encier plein d'ignorance nationale et de désorganisation. »

Mais non seulement les hommes politiques ont accusé le tsar Ferdinand d'avoir mené la Bulgarie à désastre, mais ses généraux, eux aussi, ont tenu à protester contre le Renégat.

« La catastrophe de la Bulgarie fut causée par la camarilla royale : c'est un fait bien organisé qui a ses nerfs dans l'armée et dans toutes les institutions publiques, et qui est une gangrène dans l'organisme de l'Etat. »

C'est un général de Sa Majesté qui dit cela ! Et avec ces généraux et ce peuple, le tsar Ferdinand a osé entreprendre une guerre sans l'assentiment national !

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

« Il est temps de mettre fin à une politique d'aventures qui ne tardera pas à apporter au pays encore des malheurs. » Oh ! oui, ça n'a pas tardé !... M. Ianco Sakazoff, vétéran des socialistes bulgares, s'écrie : « Le 29 juin est seulement le commencement de la catastrophe, dont les auteurs sont le tsar Ferdinand et son gouvernement. »

Aujourd'hui, c'est l'achèvement de cette catastrophe ! M. P. Aracheff, ancien ministre du parti Danell, déclare : « Le 29 juin est la progéniture d'un monarchisme absolu. »

M. Draghiéff, député agrarien, s'exprime ainsi : « Le 29 juin est la plus noire ligne de la page noire de la ruine bulgare. Cette page et cette ligne sont écrites par l'inspirateur du régime personnel — le tsar Ferdinand — avec une plume rouillée — les partis gouvernementaux, trempés dans un encier plein d'ignorance nationale et de désorganisation. »

Mais non seulement les hommes politiques ont accusé le tsar Ferdinand d'avoir mené la Bulgarie à désastre, mais ses généraux, eux aussi, ont tenu à protester contre le Renégat.

« La catastrophe de la Bulgarie fut causée par la camarilla royale : c'est un fait bien organisé qui a ses nerfs dans l'armée et dans toutes les institutions publiques, et qui est une gangrène dans l'organisme de l'Etat. »

C'est un général de Sa Majesté qui dit cela ! Et avec ces généraux et ce peuple, le tsar Ferdinand a osé entreprendre une guerre sans l'assentiment national !

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

« Si on cherche des responsabilités, dit-il, le tsar Ferdinand est tombé avec ses deux pieds dans le piège. »

M. Edouard Hahéff, professeur à l'Université de Sofia, directeur et leader du parti radical, conseille le peuple ainsi :

L'Anglaise magnifique

Comme le président du conseil de guerre lui demandait si elle avait quelque chose à ajouter pour sa défense, ou si elle consentait à signer une demande de pardon au Kaiser, miss Cavell se borna à hausser les épaules et sortit de la salle.

« Ce nom d'Anglaise magnifique » que donne l'Angleterre à miss Cavell fusillée par les Allemands pour avoir aidé des Belges et des Anglais à fuir : ce nom, comme elle le mérite et l'annonçait.

« Sa mort fut bien la mort magnifique. Le daddaigne refus de miss Cavell, de s'humilier devant le Kaiser nous met en l'honneur quelque chose. Nous en avons besoin. »

Quelle doit être la réaction des officiers allemands, qu'une femme ait pu, au prix d'une simple excuse, refuser de sauver sa vie. Le sens de l'humiliation ne peut qu'échapper à ce peuple qui aura fait des excuses à tous ceux qu'il n'aura pu asservir, avec une aisance dégoûtante de l'orgueil de soi.

« La mort de miss Cavell illumine de son héroïsme les tristes heures que nous vivons. Nous avons soif de sa clarté. Toute beauté portant en soi son enseignement, nous songeons avec joie que certaine grandeur n'est point morte en l'humanité qui délire. »

« Non : la Force ne tuera pas l'Ideal. Malgré les deuil, malgré les sacrifices, malgré les meurtres, il restera, un jour peut-être lointain, mais il restera phénix immortel, qui toujours naquit des bûchers qu'allumèrent les persécutions. »

« Non, la Force n'est pas tout. Miss Cavell a prouvé en mourant qu'on peut la braver. Ce sang de femme, tombé au nom de la bonté, de la pitié humaine, arrose le sol où poussera la bonne semence, si précieuse que puisse paraître en ce moment le sort de toute beauté, de toute générosité, de tout amour. »

L'abbé Valadier vient de mourir... L'abbé Valadier était un prêtre fort original. Attribuer de la Roquette, il avait connu tous les grands criminels. Il les avait accompagnés à l'échafaud. Ce contact et ces jours de la guillotine : cet homme doux resta en lui. Il était devenu fort indulgent. C'était le prêtre de la Bohème. Il ne s'occupait que d'un jour où il allait déjeuner chez un journaliste chrétien dont la vie était une offense permanente aux lois de l'église.

« Bah ! je prononcerais les formules en l'honneur de la Bénédictine : il n'y verrait que du blanc. Il avait préparé des souvenirs sur la Bénédictine et les hommes célèbres qu'il y consacrait. Mais il était fort paresseux, et le livre que Maurice Dorel devait alourdir d'une préface ne parut jamais. »

Dans les couvents de Russie, on a suspendu les sonneries de cloches. Des cloches par milliers, provenant de villages et de grandes villes de Pologne furent transportées dans les jardins du couvent de Niskolsky, près de Moscou. Cette précaution avait été prise avant l'arrivée des Allemands. Une précaution, certainement.

POSTE RESTANTE M. J. M. Renautour prend la direction de La Revue Littéraire. La Bibliothèque Le Pellerin de Saint-Denis est ouverte, de 10 à 4 heures.

PETITES ANNONCES DU MERCREDI ET DU SAMEDI (Tarif général : 1 fr. la ligne)

ALIMENTATION CAFES grande arôme, veris ou torrefiés, franco par colis postaux. Demander Tarif, Maurice Piquet, importateur au Havre.

TOUS PRODUITS en tubes, confitures, rillettes, boissons rafraichissantes. Poincel, 40, boulevard Magenta.

CAFES TORREFIES. — 110, faubourg St-Denis, Paris.

MARIAGES Mlle STELLE, 33, rue Pigalle, mariages toutes situations. MARIAGES pour toutes sit. Mme Joubert, 55, r. des Petites-Ecuries. Tél. : Bergère-44-11

SAGES-FEMMES SAGE-FEMME, consultation toute heure, 39, rue Courmetin.

COURS ET LECONS ANGLAIS D'ANGLAIS, réfugiée de Turquie, donne leçons à domicile — prix modérés. Miss Bell, 3 bis, rue Clément-Marot.

ANGLAIS Diplôme, traductions, leçons sérieuses, à tarif spécial. Prix spéciaux pour jeunes élèves. Demander, 18, rue Grange-Batelière.

STENOGRAPHIE-DACTYLO, 15, 19, par salle 139, faub. St-Denis, gares Nord, Est (109).

DIVERS TRAVAUX PHOTOGRAPHIQUES, artistiques et industriels. Développement et tirage. Travail rapide et soigné. Ecrire : Lemoine, 14, avenue des Gobelins, Paris.

TAILLEUR travail à façon. Transformations et réparations. Prix modérés. Delage, 28, rue Servandoni et 42, rue de Valenciennes.

REPARATIONS, transformations fourrures, tous genres depuis 5 francs. Ribaud, 11, quai Conti, Paris.

TAILLEUR pour Dames. Travail à façon et sur mesure. Transformation de fourrures. Prix modérés. L. Dubrovsky, 29, rue Rodier.

DENTIER et réparations en 3 heures. Robert, 18, rue Clignancourt. Métro Barbès. 8 à 7 h.

OFFRES D'EMPLOI UN INSTITUTEUR adjoint est demandé dans l'institution de banlieue. S'adresser au Syndicat des instituteurs libres, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

BONNE A TOUT FAIRE est demandée chez sage-femme. S'adresser chez Mme Fournié, 11, rue Jean-Leclaire, Paris (17^e).

DEMANDES D'EMPLOI D'AME désirant entreprendre petit commerce près de la zone des armées demande à entrer en relations avec personnes qui accepteraient association. Ecrire, Mme Binet, 77, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris.

VOCAL, liquidateur de sociétés, 80 ans de pratique, pouvant diriger entreprise importante, demande tous travaux et missions juridiques, 26, rue Vignon, de 5 à 7 heures.

COMPTABLE EXPERIMENTE, cherche situation Paris ou banlieue. Correspondant parfait : langues française et italienne. Excellentes références. Ecrire Micaut, 154, rue Saint-Maur, Paris.

TOUS LES SPORTS

LE DIMANCHE SPORTIF Cyclisme Le championnat de la F.A.S. des 100 kilomètres. — De midi 30 à midi 50 au Parc Aulo à 105, route de Versailles, à Ville d'Avray fonctionnaire le contrôle de départ de cette épreuve.

Les Autax Cyclistes. — Sortie aux bois de Pépère et aux Vaux de Cernay. Rendez-vous porte Maillot (gare de Ceinture) à 6 h. 20.

A.S.P.F. (V) contre Poiroux (V). — Départ du Corps des Volontaires cyclistes de l'U.V.F. à 10 heures. — Sortie en terrain varié : école de la rue de la République ; attaque et défense de positions. Rassemblement général à 7 heures au siège 21, boulevard Poissonnière. Arrivée de 10 heures avec armes : col, brassard, jambières, retour vers midi.

Football-Association COUPE NATIONALE (U.S.F.A.). — Gallia Club contre Paris Athletic Club à 2 heures 45, 64, allée Monceau au Perreux.

U.S.A. City contre A.S. Française à 2 heures 45, rue du Général Roguet, 21, à Cléchy.

Army Service Corps contre C. A. Epiphani à 2 heures 45, route de Margency à Eaubonne.

Football Rugby Racing Club de France (1) contre Sporting (1) à Colombes à 2 heures 30.

A.S.P.F. (V) contre Poiroux (V) à 3 heures à St-Cloud, terrain de la Faisanderie. A.S.P.F. (2) contre Stade Français (2) sur le même terrain à 2 heures.

Cross-Country Cercle Pedestre de Montrouge. — Prix Adrien-Gambon. 5 kilom. dans les bois de Clamart. Afin d'encourager les jeunes, l'épreuve sera dotée de nombreux prix en tout objet (part au premier) et comprendra deux catégories, Vêstiaire maison Mauguin, route de Trévres, à Clamart. Rendez-vous à 1 heure 30, porte de Clauton. Tous les coureurs sont convoqués.

A. Bontemps. Groupes et Syndicats Réunions de ce soir

Syndicats A 17 heures 30. — Cheminots Paris-Nord 20, rue de Valenciennes.

A 18 heures 30. — Cheminots Etat (salle Oitveaux, passage Tavol).

A 20 heures 30. — Habitués Compagnons (salle des Commissions, B. du T.). — Toliens (au siège). — Comité Intersyndical de Levallois-Perret (38, rue Cadé).

A 21 heures